

Nouvelles locales du jeudi 22 septembre 2011

@rib News, 23/09/2011 | Spéciale Synergie des médias sur les violences actuelles au Burundi - Malgré le retrait de la Radio nationale (radio de l'Etat) et la radio Rema FM (privée proche du pouvoir), la synergie des médias burundais sur les tueries sélectives de membres des partis politiques de l'opposition, surtout ceux du parti FNL, et ceux du parti présidentiel dans certains coins du pays, a eu lieu avec succès. - La ministre de la Communication avait dans une lettre interdit à tous les médias de faire des commissions en directe, ou en rapport avec la politique, pendant une période d'au moins un mois pour, dit-elle, ne pas fausser les investigations de la commission d'enquête sur les tueries de Gatumba. - Dans cette synergie, certaines radios se sont retirées. C'est le cas de la radio nationale, la radio Rema FM, toutes les deux proches du pouvoir, et la radio Voix de la Paix, proche de l'Eglise Catholique burundaise. - Des sources des médias ont souligné que les représentants des médias de l'Etat avaient été invités et associés à part entière dans ce mais se sont retirés à la dernière minute, par la peur des directeurs de ces radios ou par leur habitude d'être contrôlés par le pouvoir. Raison malgrée tout - Les journalistes déterminés pour la lutte contre les massacres à caractère politique de ces derniers jours au Burundi ont aussi invité presque toutes les grandes personnalités du pays dont les trois anciens présidents, Domitien Ndayizeye, Pierre Buyoya et Sylvestre Ntibantunganya. - L'ex-président Pierre Buyoya s'est montré inquiet par la montée des violences ces derniers jours dans le pays, et a condamné énergiquement les attaques de la zone Gatumba qui ont coûté la vie à plus de 40 personnes. Selon lui, les gens ont l'habitude de croire que ce qui était possible dans les années passées pourrait être aujourd'hui. - Il souligne que ceux qui croient que la violence pourrait encore les aider pour arriver au pouvoir se trompent car, selon Pierre Buyoya, le temps des guerres est révolu, seules des voies pacifiques pourraient être vues d'un bon œil. - Pour l'ex-président Sylvestre Ntibantunganya, les choses se compliquent encore une fois avec la mort des 40 personnes à Gatumba. Selon lui, pas d'attaques contre les civiles quand on a des revendications politiques. Il souligne que le dialogue est la seule voie pour faire revenir la paix dans le pays. - L'ex-président Domitien Ndayizeye trouve que les attaques de Gatumba ont des antécédents tragiques mais qu'ils n'ont pas été punis. Selon lui, l'escalade de la violence est tellement grande et est à un niveau inquiétant. Il souligne la seule voie de la violence n'est pas une solution. Ils rappellent aux autorités du pays que la sécurité est assurée par le gouvernement en place, et non la population. - Le président de la Commission permanente des droits de l'homme et ancien gouverneur de la province de Bubanza, Pascal Nyabenda, fait savoir qu'il n'est pas encore temps que les négociations entre le pouvoir et les opposants politiques aient lieu, surtout qu'il n'y a pas d'organisations internationales qui les soutiennent. - Le président du parti au pouvoir Cndd-Fdd, invité de la synergie des médias, a fait savoir que le pays va se lever contre toute forme de perturbation de la sécurité nationale. Il déplore qu'il y ait des gens qui pensent faire retourner le pays dans des pleurs en massacrant des innocents. - Le porte-parole du parti présidentiel Onésime Nduwimana a fait savoir que les morts de ces derniers jours ne sont plus justifiés mais rejette l'existence d'une guerre au Burundi, une idée qui n'est pas partagée par l'ancien président du Burundi, Pierre Buyoya, qui se demande pourquoi les gens meurent au rythme actuel alors que les autorités du pays disent qu'il n'y a pas de guerre. - Pierre Buyoya trouve que le gouvernement devrait poser des actes cohérents, en acceptant que le pays connaît un problème de sécurité. Selon lui, pas question que le gouvernement prenne des mesures qui montrent que le pays est en insécurité et continue à dire à haute voix que les choses aillent bien. Les massacres ciblés continuent malgré tout - À Le bilan des personnes qui sont tuées ces derniers jours ne cessent de s'alourdir au Burundi, sans que les instances de sécurité ne fassent grand chose pour protéger tous les citoyens. - A Rutana, une certaine Mwamini, mère de 5 enfants, a été sauvagement abattue par des hommes non encore identifiés alors qu'elle prenait un verre. Simple travailleuse dans des champs de cannes à sucre à Gihofi, elle avait été incarcérée sur fond de diffusion de tracts hostiles au pouvoir. Elle avait clamé son innocence et justice l'avait relâchée pour manque de preuves. Les jeunes du parti présidentiel avaient leur tour promis de se faire justice eux-mêmes, car la victime était membre du FNL fidèle à Agathon Rwasa. - A Muyinga, un couple a été abattu par balle ce jeudi par des hommes non encore identifiés. La même chose s'est produite à Bubanza ce même jour, quand deux personnes, un homme et son fils ont été tués par des hommes non encore identifiés. Une fouille perquisition a été menée par la police et l'administration, trois fusils et une grenade ont été découverts non loin du lieu du crime. Contradictions - Le parti présidentiel le Cnnd-Fdd et l'Uprona avaient obligé certains responsables qui avaient été approchés par les journalistes, de ne pas répondre aux rendez-vous des médias, selon des sources proches de ces partis. Cependant, le parti Uprona s'est senti mal à l'aise d'entendre l'un des exclus de cette formation, Charles Ndirakobuca, porte-parole de cette formation, faire une intervention en son nom dans les commissions de la synergie dans l'après-midi. Il a constaté que la radio nationale et la Rema FM proche du parti présidentiel se sont retirées de la synergie, ce qui n'est pas empêché cette dernière d'avoir une grande raison. Le président du groupe parlementaire du parti Cnnd-Fdd a pourtant participé dans un panel avec trois anciens chefs d'Etats, tandis que dans l'après-midi, le président du parti présidentiel a participé dans un autre panel avec certains présidents des partis politiques burundais. - Selon un observateur, la synergie a aussi malgré le retrait des médias de l'Etat, et les hauts cadres de l'Etat se sont vus obligés de faire des interventions sur ces médias privés alors qu'il y avait moyen de laisser les médias de l'Etat participer eux aussi.